

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article256>

Liban : les services secrets syriens plient bagage

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : mercredi 16 mars 2005

Spyworld Actu

La police libanaise a décroché hier le portrait géant du président syrien, Bachar el-Assad, qui surplombait la corniche du bord de mer, à Beyrouth. Pendant ce temps, les services de renseignement syriens pliaient discrètement bagage, dans les différents bâtiments qu'ils occupent depuis des années dans la capitale. Pour ceux qui en doutaient encore, ces deux signes scellent la fin de la domination syrienne sur le Liban.

L'immense manifestation qui a rassemblé avant-hier près d'un million de Libanais a définitivement établi la supériorité de l'opposition dans la rue, une semaine après la démonstration de force du camp loyaliste emmené par le Hezbollah. Si le bras de fer tourne à l'avantage de la coalition antisyrilienne, celle-ci n'a pas encore pris sur les structures institutionnelles du pays qui restent entre les mains du pouvoir pro-syrien. Les autorités libanaises, dépassées par les événements, ne parviennent pas à ébaucher de sortie de crise.

Au contraire, en optant pour une stratégie de confrontation, le pouvoir ne fait que renforcer la résolution de l'opposition, revigorée par un soutien populaire record. La désignation du pro-syrien Omar Karamé au poste de premier ministre, dix jours après qu'il eut été forcé à la démission, entre dans cette logique de confrontation. Le député de Tripoli a effectué hier des consultations parlementaires pour la formation d'un gouvernement que le pouvoir s'entête à vouloir « d'union nationale » sans accéder à aucune des revendications de l'opposition.

Les autorités rejettent jusqu'à présent la création d'une commission d'enquête internationale pour élucider l'assassinat de Rafic Hariri. « L'exemple de l'Irak est dissuasif, les inspecteurs internationaux ont donné les preuves erronées qui ont servi de prétexte à l'invasion américaine », s'est justifié hier Omar Karamé. Son attitude est critiquée jusque dans les rangs loyalistes où le malaise est évident, y compris parmi les 71 élus qui ont voté pour la reconduction du président du Conseil. Ce refus « est une erreur politique flagrante », estime Joseph Samaha, éditorialiste du quotidien *As-Safir*. D'autant que certains indices laissent penser que « l'enquête internationale va se transformer en exigence internationale et arabe », poursuit-il. Le pouvoir refuse aussi de limoger les six chefs des services de renseignement de l'Etat libanais et le procureur de la République que l'opposition considère à la solde de Damas. Un tel geste serait assimilé à une reddition complète du président de la République, Émile Lahoud, selon qui il est inacceptable de faire tomber des têtes sans preuve solide.

Le dialogue de sourd était flagrant hier à l'issue des consultations parlementaires. « Rebâtir la confiance passe par l'acceptation des demandes de l'opposition de la part du premier ministre désigné alors que ce dernier veut en faire un sujet de dialogue », a déclaré Farès Souhaid, l'un des députés mandatés pour représenter tous les courants de l'opposition. Un journaliste libanais commente : « Le problème est que le pouvoir n'a rien à proposer à part le vide. L'unique alternative serait un coup d'Etat militaire, une option à très haut risque dans la configuration actuelle. Ce jeu est dangereux, car le vide politique est en train de se transformer en vide constitutionnel », poursuit-il. Omar Karamé a averti qu'il ne formerait pas un gouvernement « monocolor » s'il échoue à composer un cabinet d'union nationale. Or, le temps presse pour voter une loi électorale et organiser des élections avant la fin de la législature, fin mai.

L'impasse institutionnelle a poussé un certain nombre de personnalités à réclamer hier la démission du président de la République. Jusque-là, cette exigence émanait uniquement du chef druze Walid Joublatt. « Le sort du président est secondaire, dans un régime parlementaire tel que le Liban », estime toutefois le même analyste selon qui le véritable dialogue est aujourd'hui engagé non pas entre l'opposition et le pouvoir, mais entre l'opposition et le Hezbollah. Fort de la « suprématie populaire » de l'opposition, le leader druze a lancé un appel en forme d'ultimatum au « parti de Dieu », l'enjoignant « à mettre fin à son ambivalence politique ». L'opposition, qui a plaidé la cause du Hezbollah en Europe, table sur le fait qu'à terme, celui-ci ne pourra plus assumer le rôle que lui avait confié la Syrie, celle-ci étant désormais obligée de revoir sa stratégie après son retrait du Liban.